ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juillet 2017

RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL - (N° 19)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 388

présenté par

M. Dharréville, M. Azerot, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Chassaigne,
M. Dufrègne, Mme Faucillon, M. Jumel, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu, M. Fabien Roussel,
M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 4 par les mots :

« , notamment en matière de licenciements économiques ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le gouvernement souhaite mieux associer les représentants du personnel aux décisions des employeurs. Les auteurs de l'amendement proposent que ceux-ci soient notamment associés aux décisions de licenciement économique par la possibilité d'exercer un droit de veto et de s'opposer à une restructuration avec licenciements lorsqu'il n'existe pas de motif économique valable pour licencier.